



Les Cahiers du Fil Rouge

N°1



Fil rouge.
*En quête
de sens...*

Une édition du

Collectif Formation Société - CFS asbl

26 rue de la Victoire - 1060 Bruxelles

tél. 02 543 03 00 - cfs@cfsasbl.be

www.cfsasbl.be

Editrice responsable: Rose Marie Geeraerts, 2005-2006



Depuis 1987, le Collectif Formation Société asbl est reconnu comme organisation d'éducation permanente et organise des "formations de cadres", comme on dit dans le jargon de la Communauté française. Formation, on comprend, mais "cadres"... on serait tenté d'ajouter : quels cadres ? C'est précisément à cette question que cette brochure tente de répondre, en retraçant l'histoire d'un mouvement, le "fil rouge" qui nous guide.

Un **fil rouge** qui se déroule dès les années '60, par des cours d'alphabétisation pour aider les travailleurs marocains analphabètes au sein d'une organisation syndicale à Bruxelles et qui marque ensuite le développement de l'action associative socioculturelle des années '80, en parallèle avec le développement de la "crise" économique et sociale.

CFS a bientôt vingt ans et ses fondateurs, comme ceux des autres associations "mères", "sœurs", "parentes" en tout cas, sont d'une génération post soixante-huitarde pour lesquels ne se pose pas la question du "sens", car ils ont vécu toute cette histoire, ensemble le plus souvent. Mais, et heureusement, ils ont été rejoints par des dizaines, des centaines de travailleurs du non-marchand, eux aussi décidés à s'engager dans la lutte contre l'exclusion sociale et culturelle, à Bruxelles et ailleurs.

Aujourd'hui, la relève est assurée, en nombre certainement (le secteur non-marchand est le plus important à Bruxelles, à titre d'exemple : près de 40.000 emplois créés dans les ASBL belges entre 1998 et 2002), en moyens aussi par le développement de toute une série de programmes et de subventions publics qui ont donné une dimension "professionnelle" au travail socioculturel né dans la militance.

Mais, dans une réalité de terrain devenue de plus en plus complexe, les travailleurs du social sont souvent confrontés à des questions difficiles, déchirés entre les conditions d'un public de plus en plus fragilisé et des politiques sociales impuissantes à rétablir l'espoir chez les laissés pour compte...

Et nous, les plus anciens, devons souvent faire face à une quête du sens, qui permette d'ajuster nos objectifs, d'assurer nos positions dans les choix à effectuer pour orienter nos actions et en définir de nouvelles, pour nous et pour ceux qui nous entourent dans l'action.

Dans la "famille" associative que nous constituons aujourd'hui, nous sommes l'organisation chargée de la formation continuée des cadres, des animateurs et formateurs.

Nous essayons d'assumer cette lourde responsabilité et avons décidé de laisser des traces de notre réflexion, pour transférer nos expériences, notre "fil rouge", aux suivants qui ne manqueront pas de continuer la lutte contre le déterminisme social, pour plus de justice sociale et pour que vive la démocratie.

Alors, voici le premier né de nos "**Cahiers du Fil rouge**" et bonne lecture...

RMG

Introduction

PAR ALAIN LEDUC



Ce texte est la retranscription d'exposés de René De Schutter, Annie Crolop et Mohamed El Baroudi le 21 novembre 2003 dans le cadre du séminaire "Fil rouge" organisé par CFS. Ce projet avait un double objectif : historique et militant.

OBJECTIF HISTORIQUE D'ABORD.

En 1967 commence le premier cours d'alphabétisation pour des travailleurs immigrés dans une permanence de la FGTB au 43 rue de Suède à Saint-Gilles. Ce cours naît dans une dynamique particulière : présence importante de travailleurs immigrés espagnols, puis arrivée massive de travailleurs marocains suite aux accords bilatéraux entre la Belgique et le Maroc en 1964. De nombreux militants syndicalistes, des "leaders" issus de ces immigrations et des démocrates belges se retrouvent autour de projets porteurs de sens : l'alphabétisation de ces nouveaux migrants dès 1967, mais aussi l'Université syndicale (de 69 à 76), la mobilisation et la lutte syndicale (Michelin en 1970, mais aussi solidarité avec les travailleurs immigrés à Henricot en 1975 par exemple) et la lutte pour la régularisation des "clandestins" en 1974.

*“Apprends! car
tu dois diriger
le monde!”*

C'est dans ce contexte que naît le "groupe alpha de la FGTB", puis "groupe alpha de Saint-Gilles", et enfin en 1982 l'asbl "Collectif d'alphabétisation". Notre journée de novembre 2003 visait à retracer cette histoire au-travers de 4 membres porteurs : René DE SCHUTTER responsable au niveau syndical, Mohamed EL BAROUDI (exilé politique marocain à l'initiative des cours, fondateur du Fonds de Solidarité Maghrébin, puis du Regroupement démocratique marocain), Annie CROLOP (enseignante qui a créé les cours de français de l'université syndicale) et Alain LEDUC (arrivé en 1971, co-fondateur du Collectif alpha et actuellement co-Président de Lire et Ecrire Bruxelles).

QUÊTE DE SENS ENSUITE.

De ce petit groupe d'alphabétisation sont nés de nombreux projets socio-éducatifs "en continuité" avec les valeurs défendues à l'époque dans le cadre du "43 rue de Suède".

Je pense au Collectif Formation Société par exemple, asbl créée en 1986, qui vise à permettre à des travailleurs peu scolarisés de reprendre des études à tout âge et à tous niveaux, "de l'alphabétisation à l'université", avec de plus une revendication de certification. Cette expérience a bénéficié comme premier soutien, à sa création, de la reconnaissance de la FGTB Bruxelles donnant ainsi accès au congé éducation payé pour les travailleurs inscrits aux cours.

Le Collectif d'alphabétisation s'est lui-même développé, dans les années '80 dans des maisons "fédératives" de quartier, dans lesquelles la FGTB est encore présente (Pol BINJE, permanent du Métal, à Molenbeek par exemple).



C'est sur base d'une étude du même Collectif d'alphabétisation (Catherine STERCQ, 1982) que "Lire et Ecrire" est fondé en 1983, mouvement de lutte contre l'analphabétisme. Dès cette époque, et jusqu'à aujourd'hui, la FGTB est toujours membre de droit de cette association pluraliste.

Cette expérience née dans le bénévolat et le militantisme est ainsi devenue aujourd'hui un secteur professionnel à part entière, avec ses propres conventions collectives. Nous recensons en 2004 environ 14.000 apprenants en Communauté française et le secteur occupe plus de 500 salariés. "Lire et Ecrire" est reconnue depuis 2004 comme l'interlocuteur des pouvoirs publics au sein d'un accord de coopération sur l'alphabétisation.

De nombreux jeunes travailleurs nous ont rejoints : l'opération **"fil rouge"** devenait indispensable pour répondre à leur demande de comprendre "d'où on vient pour savoir où on va". C'est dans cette même logique que le Collectif alpha vient de coproduire avec la RTBF ("1001 cultures") une histoire de l'alphabétisation et de l'immigration marocaine à Bruxelles, avec comme fil conducteur l'itinéraire de Mohamed EL BAROUDI.

Devoir de mémoire et quête de sens étaient donc les deux moteurs de l'invitation de René DE SCHUTTER.

A titre personnel, je peux témoigner de la chaleur des contributions des uns et des autres. Après l'exposé, René avait repris en dédicace de cette photo du jour, la phrase de Bertold BRECHT dans "La Mère" (Eloge de l'instruction), que j'avais citée et qui résumait bien ce contexte fondateur : "Apprends ! car tu dois diriger le monde !".

Tout un programme...qui reste pour nous d'actualité.

AL

L'université syndicale

PAR RENÉ DE SCHUTTER



La difficulté lorsqu'on raconte une histoire, c'est de ne pas l'interpréter avec nos yeux d'aujourd'hui, avec notre réflexion actuelle. Nous devons donc faire "comme si" nous avions le pouvoir d'arrêter le temps afin de comprendre ce qui s'est passé.

Durant cet exposé, je parlerai de "nous" parce que je ne vais évidemment pas parler en mon nom. Certes, j'ai joué un certain rôle spécifique dans cette histoire. Mais c'est, avant tout, une histoire collective. Je parlerai d'ailleurs sous le contrôle vigilant de mes amis, Annie CROLOP, Mohamed EL BAROUDI et Alain LEDUC... Mais il faut préciser que ce "nous" est un collectif indéterminé, qui prend des formes variables, un "nous" qui regroupe des personnes et des coalitions variables au fil du temps.

Je diviserai mon exposé en **trois parties**.

Premièrement, il faut définir le syndicat dont nous parlons. Le mot "syndicat" est susceptible de beaucoup d'interprétations. Personnellement, je suis convaincu que cette histoire n'est compréhensible que dans un certain type de conception idéologique, stratégique et politique du syndicat.

Deuxièmement, après avoir défini le syndicat en général, il faut comprendre le fonctionnement interne d'un syndicat, comprendre ce qu'était une régionale syndicale interprofessionnelle de la FGTB dans les années 60-70.

Troisièmement, j'aborderai la question de la formation qui s'est déroulée à la régionale FGTB de Bruxelles, de 1967 à 1976. Et je ne me limiterai pas à l'université syndicale. En effet, en travaillant sur la question, j'ai réalisé qu'il y a des expériences que l'on ne peut comprendre si on ne les replace pas dans une histoire.

Je ne ferai ni conclusion ni évaluation parce que je considère que ce n'est pas mon rôle. C'est donc à vous, collectivement, de vous charger de ce travail.

1) DE QUEL SYNDICAT PARLONS-NOUS?

Il s'agit de comprendre ce qu'était, pour nous, le syndicat à cette époque. Peut-être qu'à vos yeux, il n'a pas changé. Je ne me prononcerai pas sur cette question puisque mon objectif, comme je l'ai dit, est "d'arrêter le temps".

Parmi les différentes caractéristiques du syndicat à l'époque il y avait :

- > Le refus d'accepter le dilemme ou l'alternative "syndicat alimentaire/syndicat non alimentaire". Le refus d'accepter le dilemme "réforme/révolution". A nos yeux, il existait une dialectique entre les revendications de type "alimentaire" sur les conditions de travail, les salaires, etc... et les autres objectifs du syndicat. Nous n'étions pas seulement un syndicat assistantiel, revendicatif. Nous rendions également des services. Et il ne s'agissait pas là d'un dilemme. Nous ne voyions pas d'un côté les services et de l'autre l'idéologie, la littérature et la politique. Il y avait, à l'intérieur même du service, une certaine conception du rapport entre les prestataires de services, c'est-à-dire, entre l'organisation syndicale et les affiliés, les membres du syndicat.
- > Le syndicat comme "intermédiaire et représentant de l'intérêt général". En effet, celui-ci siégeait dans un certain nombre d'organismes qui représentaient non seulement des travailleurs, mais aussi l'intérêt général. Cela était parfois très difficile à gérer. Nous avons, par exemple, dû prendre position, au sein de la commission des prix, par rapport à l'augmentation du coût de certains produits. Nous devons dire "NON" pour des raisons d'intérêt général. Dès lors, certaines centrales professionnelles dont les

salaires dépendaient du niveau des prix du secteur ont eu des réactions qu'il n'était pas du tout facile de gérer.

- > Le syndicat comme "syndicat de lutte de classes". Cette thématique du syndicat de classe revient en permanence dans tous les textes sur la formation syndicale. Nous n'étions pas un syndicat subordonné au patronat : nous étions un syndicat qui considérait que le conflit de classes était une donnée permanente de notre action et que la formation devait se faire à l'intérieur d'une certaine lutte de classes.

Nous avons beaucoup travaillé, dans le cadre de la formation syndicale, sur ce qu'on appelait, à l'époque, les comités de sécurité et d'hygiène. Dans certaines entreprises, le syndicat était suffisamment fort pour forcer le patron à respecter le RGPT (le Règlement Général sur la Protection du Travail), mais aussi à aller au-delà du RGPT lorsque celui-ci ne prévoyait pas tous les cas de figures. Lorsque le syndicat n'était pas suffisamment fort pour contraindre le patron, il fallait passer par la Centrale syndicale pour que celle-ci modifie le RGPT. Pour nous, l'essentiel n'était pas seulement d'obtenir le respect du RGPT ou un élargissement du RGPT, où la correction d'une situation d'hygiène et de sécurité particulière. Mais la manière dont le syndicat abordait cette question au sein de l'entreprise était également primordiale. Il ne fallait pas en faire une question purement technique et mécanique (changer tel appareil), il fallait que cela passe par une mobilisation générale des travailleurs afin d'obtenir une défaite du patronat.

La question pour nous était : "Comment surgit la revendication de sécurité et d'hygiène?", "Quel est le contenu de cette revendication en matière de sécurité et d'hygiène?", "Est-ce un contenu qui va permettre d'augmenter le pouvoir de contrôle des travailleurs dans l'entreprise?", "Est-ce une démarche qui va permettre, non seulement d'obtenir une petite défaite du patronat, mais aussi d'obtenir qu'à l'avenir, le pouvoir de contrôle du collectif des travailleurs dans l'entreprise augmentera?".

La question primordiale était donc : "Comment, en partant de situations très concrètes, de concepts



Photo FG7B

quotidiens dont l'usage précède la définition, obtenir dans chacune de nos actions, une défaite du patronat?".

Je vais vous citer un extrait d'un texte écrit à l'époque : "Nous ne voulons pas seulement être consultés, en tant que syndicat ! Nous voulons que la lutte syndicale influence les choix des gouvernements de la société, en faisant que les revendications et les aspirations des travailleurs, deviennent le maître de l'intérêt social général !"

C'est pour cette raison que le syndicat se considérait comme le représentant, dans un certain nombre d'institutions, de l'intérêt général du bien commun. Il ne s'agissait pas seulement d'un bien commun ou d'un intérêt général abstrait, mais d'un intérêt général qui représente les aspirations et les revendications des travailleurs, qui instaure dans la société, une primauté du travail sur le capital. Et c'est dans cet esprit qu'a été menée la formation syndicale.

2) QU'EST-CE QU'UNE RÉGIONALE SYNDICALE FGTB et en particulier la régionale syndicale de Bruxelles Hal Vilvoorde, dans la fin des années 60 et 70?

Il y avait, à l'intérieur du syndicat, des répartitions de fonctions. Les centrales professionnelles (les services publics, les employés, les métallurgistes, la construction, etc...) étaient responsables de la démarche revendicative des conditions de travail dans leur secteur.

La régionale interprofessionnelle, du moins en ce qui concerne Bruxelles, avait, quant à elle, un certain nombre de fonctions obligatoires. Il s'agissait notamment de la gestion des cotisations syndicales, des abonnements des syndiqués, du service chômage mais aussi de toute demande qui ne faisait pas partie du travail à l'entreprise (les logements sociaux par exemple). La régionale était également le relais vers le niveau de la FGTB nationale. Lorsqu'il y avait, par exemple, une revendication pour une Conférence Nationale du Travail, la mobilisation se faisait par le biais de la régionale.

Il existait, d'autre part, des domaines possibles, éventuels et partiels, ce que dans notre langage, nous appelions "les espaces vides", c'est-à-dire non occupés institutionnellement. Il s'agissait par exemple de la formation, de l'intérêt économique général et en l'occurrence, l'intérêt économique régional puisque les institutions régionales se sont progressivement mises en place à ce moment-là. C'était aussi la question des travailleurs immigrés et des catégories : les jeunes, les femmes, les handicapés, etc...

Ces "espaces vides" étaient malgré tout pleins de contradictions et traversés par des mouvances. Il y a eu, par exemple, l'instauration du système du "crédit d'heures", c'est-à-dire, des moments où les travailleurs pouvaient s'absenter de l'entreprise pour aller suivre des cours au syndicat. A ce moment-là, un certain nombre de secteurs professionnels ont repris la formation de leurs délégués, puisqu'ils avaient des financements qu'ils n'avaient pas auparavant et qu'ils confiaient, en principe, à l'organisation régionale.



Photo FGTB

Il y avait donc une certaine mouvance dans les frontières entre la régionale interprofessionnelle et les sections professionnelles. En principe, lorsque cela fonctionnait bien, la régionale laissait les sections professionnelles poursuivre. On en arrivait donc à une situation où la régionale était en réalité gérée par les sections. Mais ce fonctionnement pouvait donner lieu à des contradictions et des conflits.

Prenons le cas d'un exemple qui a été tragique pour nous tous : celui de la grève de Michelin ! A l'époque, 90% des travailleurs étaient des migrants. Les seuls Belges étaient les contre-maîtres. Nous avons mené au cours des années 1967-68-69-70, un important travail de syndicalisation, de réunions, de formations de travailleurs migrants qui s'étaient syndiqués assez largement. Mais lorsque l'on introduit une telle dynamique de formation, il devient très difficile d'arrêter les choses. Si, au cours d'une formation, on apprend aux travailleurs à ne pas avoir une attitude de subordination par rapport au patronat, les travailleurs vous prennent au sérieux. Lorsque ceux-ci décident alors de faire grève, la section professionnelle ne pourra pas nécessairement les suivre si elle a obtenu la paix sociale dans le secteur et s'est engagée à la respecter. Il y aura donc un conflit à l'intérieur du syndicat qui sera difficile à gérer.

L'université syndicale

Il a fallu gérer un certain nombre de situations de ce type-là. Le conflit de Michelin a été le plus tragique puisque tous les travailleurs (grévistés) ont été licenciés mais il y a eu aussi la grève de Citroën, la grève des trams, les grèves dans les mines du Limbourg. A chaque fois, nous avons dû gérer le conflit.

Tout ceci pour vous faire comprendre que la pratique de la formation se situait dans un contexte de conflits. Nous devions à tout moment éviter que les travailleurs finissent par se tromper d'ennemi et se retournent contre les sections professionnelles. Il fallait sans cesse revenir sur le fait que l'ennemi principal était le patron.

Voici quelques chiffres pour comprendre ce qu'était la situation à l'époque.

En 1967, il y avait 96.000 syndiqués à la régionale de Bruxelles. En 1977, il y en avait 168 000 ! Nous avons presque doublé l'effectif en 10 ans. Nous étions devenus, non seulement, la plus grosse régionale du pays, mais nous étions également majoritaires par rapport à la CSC qui progressait dans tout le reste du pays. Cela dit, nous avons travaillé en front commun avec la CSC dans tous les domaines possibles durant cette période.

Le nombre de chômeurs payés par le syndicat était de 2 500 en 1967. En 1976, il y en avait 25 000. Il y a donc eu un changement important de situation économique qui a eu des retombées sur le syndicat.

En 1967, nous gérons à l'Office de Droit Social 250 cas de litiges. En 1976, nous en avons 2 500 ! Cela signifie que nous étions devenus le plus gros service juridique de Bruxelles !

En ce qui concerne le travail clandestin, nous avons évidemment très peu de chiffres. Une opération de régularisation a eu lieu en 1974. La régionale de Bruxelles a géré elle-même 5500 demandes de régularisation sur 8600 au total. Nous avons donc une position de force vis-à-vis des pouvoirs publics, ce qui nous a permis d'imposer nos conditions.

Quelques mots sur le contexte de l'époque : 1968 n'était pas seulement un mouvement de grèves étudiantes. C'était aussi des mouvements de

grèves. Et après 68, on peut parler de vengeance du système : l'augmentation des prix, l'inflation dans les années 70, la mise au chômage, la crise, l'arrêt de l'immigration. Il y avait aussi la résurgence, dans le panorama social, des "gauchistes" avec qui il fallait établir un certain type de rapport qui n'était pas nécessairement facile à gérer.

Je voudrais ajouter qu'il faut garder à l'esprit que la formation syndicale était une démarche qui visait à comprendre comment syndicaliser la politique. Non pas "Comment politiser le syndicat", parce que nous considérions que le syndicat était un sujet politique, ce qu'il fallait faire admettre dans la sphère politique.

Le rapport aux masses était également primordial : le syndicat est un porte-parole des masses. La difficulté étant que les masses se trouvaient dans l'entreprise et qu'elles avaient un contact direct avec les sections professionnelles contrairement à la régionale. Il y avait donc une négociation à faire sur ce rapport aux masses.

Une autre préoccupation constante était de créer une hégémonie au bénéfice du travailleur. Ou en d'autres termes : comment créer un "intellectuel collectif"?

“Le rapport aux masses était également primordial : le syndicat est un porte-parole des masses.”

3) LA FORMATION SYNDICALE

On peut parler de trois périodes en ce qui concerne la formation syndicale :

- > de mai 67 à mai 70
- > les années 70 à 71
- > la dernière période de l'université syndicale.

La formation syndicale a été une formation par sédimentation. Nous avons commencé avec le souci de faire de la formation au bénéfice des délégués puis de remonter progressivement.

Durant la première période, la formation syndicale consistait en une série d'initiatives : l'alphabétisation, les cours par correspondance sur les problèmes des délégués syndicaux, sur le droit social, mais aussi des initiatives un peu plus marginales, comme l'atelier populaire (confection d'affiches populaires). Mais à côté de cela, existait ce que l'on appelait "la formation syndicale par groupes de discussion libre". Il s'agissait d'une série de cycles dont voici la liste :

- > Cycle pour les délégués au comité de sécurité et hygiène
- > Cycle sur la législation sociale
- > Cycle sur le droit social
- > Groupe de discussion thématique
- > Enquête sur la condition ouvrière : nous avons réuni une série de travailleurs pour les interroger sur la condition ouvrière et en sortir un rapport.
- > La préparation du Congrès National de la FGTB sur la question du contrôle ouvrier.

Cette formation ne consistait pas du tout en une transmission du savoir des intellectuels et des responsables syndicaux aux travailleurs qui, ensuite, n'auraient eu que le droit de poser des questions pendant 10 minutes. Prenons l'exemple de la préparation du Congrès : nous avons travaillé avec des délégués syndicaux pendant plusieurs séances afin que le groupe s'empare du thème et joue pendant une série de séances le rôle du bureau national de la FGTB. Il y avait une espèce de dialectique entre les animateurs et les participants au cours. Dans certains cas des experts étaient présents, y compris le secrétaire régional qui siégeait au bureau de la FGTB et qui donc pouvait témoigner de comment cela s'était passé en réalité.

La formation était en réalité un groupe de discussion libre, dans lequel l'animateur intervenait le moins possible. Il ne s'agissait pas non plus de laisser s'exprimer la spontanéité ouvrière. Ce qui nous importait était de partir de ce que les gens connaissaient et à travers leurs expériences réciproques au sein du groupe, qu'ils s'enseignent les uns les autres et apprennent à construire ensemble un certain langage.

Cette démarche sous-tendait, bien sûr, l'idée de réagir contre la culture dominante et le principe de l'absence d'une autorité formelle. Nous partions de l'idée que si nous voulions avoir des délégués autonomes, capables de faire progresser la réflexion et l'action syndicale dans les entreprises, il fallait une pédagogie qui autorisait la construction collective des objectifs prévus. Des experts pouvaient intervenir, mais des experts bien précisés comme tels.

Après quatre années de formation, nous sommes entrés dans une phase de réflexion entre 1971 et 1972.

Mais nous avons continué à donner des formations :

- > Ecole des cadres immigrés ;
- > Ecole des cadres en néerlandais ;
- > Ecole des cadres en français ;
- > Séance de TV sur l'économie et l'entreprise ;
- > Cours de droit social approfondi ;
- > Cours de perfectionnement ;
- > Cours par correspondance ;
- > Brochure d'enseignement programmé ;
- > Groupe de travail sur l'ambiance au travail ;
- > Tentative de préparation à un perfectionnement professionnel des travailleurs marocains.

Ces formations se situaient dans un contexte particulier : en 1971-72, il y eut les grandes crises de Michelin, mais l'organisation des travailleurs immigrés s'est également faite durant cette période. C'est à cette époque que le CLOTI a été créé (Comité de Liaison des Organisations de Travailleurs Immigrés) et dans lequel se retrouvait représenté 70 organisations de travailleurs immigrés. Un congrès économique sur les objectifs régionaux s'est déroulé durant cette période.

L'université syndicale

Lorsque je parle de période de réflexion, il s'agissait surtout de recherche d'un langage. En effet, nous avions l'expérience et la méthode pédagogique mais nous n'avions pas trouvé de langage pour traduire en termes politico-idéologiques notre démarche.

C'est autour de l'action culturelle que cette réflexion s'est faite et a abouti à la création d'une université syndicale. Voici un extrait de texte que nous avons rédigé à l'époque : *“Enfin, s'il est vrai que le syndicat, ici maintenant, est la seule organisation de masse, il est vrai aussi que, sous peine de perdre justement son caractère de masse, on ne peut pas lui demander n'importe quoi ! D'où une dialectique subtile et en permanence expérimentale, entre le syndicat, les masses et les groupes d'actions culturelles. L'action culturelle doit faire partie de la vie syndicale. Il faut en quelque sorte culturaliser le syndicat et syndicaliser la culture.”*

“C'est la poursuite de la construction progressive d'un intellectuel collectif, ce qui supposait un collectif ouvert de plus en plus large et diversifié. Une praxis collective imprégnée d'une réflexion collective, qui réagit sur cette réflexion, qui réagit par elle.”

Ensuite nous sommes entrés dans la phase de l'université syndicale : les travailleurs nous ont demandé de faire une formation de type supérieur. Et c'est eux, d'ailleurs, qui ont trouvé le terme “Université syndicale”.

Il fallait que nous nous posions alors la question de savoir ce qu'est une “formation supérieure”. Nous avons eu toute une réflexion sur le rapport avec le savoir, sur le rapport avec l'université, sur le rapport avec la culture bourgeoise ou sur le rapport avec l'anti-culture.

Pour finir, nous nous sommes mis d'accord sur un programme de formation qui comportait 3 critères :

- > La promotion collective, plutôt que la promotion individuelle à l'intérieur du syndicat, y compris au niveau des cadres syndicaux ;
- > L'évaluation collective et le refus de toute individualisation et de toute sanction telle qu'un diplôme ;
- > Une nouvelle approche critique de la connaissance plutôt que la simple transmission d'un savoir théorique ou technico-pratique.

Lorsque nous avons lancé l'université syndicale, nous avons eu 300 inscrits. Certains d'entre eux qui avaient mal compris le système ont dû être redirigés et nous nous sommes retrouvés à 180. Nous avons formé des groupes de 20 à 25 participants.

Deux groupes fonctionnaient sur le thème de “la politique économique”, un groupe sur le cycle “environnement et urbanisme” et deux autres groupes sur le cycle “psychologie et organisation du travail”. Et nous avons également deux groupes du côté néerlandophone.

Nous en étions donc arrivés à la formation supérieure, mais toujours articulée avec le travail syndical. De plus, en principe, les personnes qui s'inscrivaient à l'université syndicale avaient suivi les cours de formation syndicale de base auparavant.

Voici quelques extraits de textes de l'époque sur l'université syndicale :

“Affirmer comme point de départ que nous ne savons pas ce que c'est le socialisme, c'est refuser toute idée préconçue. Le préconçu ne peut qu'épouser les idées régnantes. Ne pas savoir ce que c'est le socialisme, c'est le situer dans la sphère du désir, c'est-à-dire, dans ce qui cherche à se dire, mais n'y parvient que malaisément.

Le désir est toujours enfermé dans les rets des significations imposées, donc dans l'idéologie dominante. Plus le système de signification est arbitraire, c'est-à-dire plus l'idéologie dominante est cohérente, plus le délire est cuirassé, plus le non-dit cherche à se dire dans des formes aberrantes. Le socialisme n'est pas un moment, une période à atteindre, il est ce non-dit qui cherche à se dire.”

En guise de remarques finales, j'ajouterai ceci :

Ce que nous avons tenté de faire c'est “d'être des interprètes fidèles”, pour reprendre l'expression de syndicats italiens, “et les animateurs ductiles d'une poussée profonde vers l'affirmation de soi de la classe montante. Nous avons essayé d'être à la fois interprètes et animateurs. Notre défi et nos difficultés résidaient dans notre volonté d'être présents collectivement dans le collectif des travailleurs”.

RD

L'immigration marocaine en



Je suis invité à parler d'une histoire vieille de 40 ans. L'histoire de l'immigration marocaine est vaste et n'a pas encore été totalement écrite. Je vais donner quelques faits que je considère comme importants si l'on veut pouvoir écrire demain ou après demain cette histoire.

Aujourd'hui sur une population d'environ 32 millions d'habitants, on dénombre 3 millions de travailleurs marocains à l'extérieur du pays (soit 10% de la population). Par quel biais le Maroc est-il devenu un pays d'émigration?

Les premières vagues d'immigration marocaine concernaient uniquement la France.

Le Maroc a été occupé par la France de 1912 à 1956 tandis que l'Algérie, à l'est du Maroc, l'était depuis 1830. L'ouest de l'Algérie qui se trouve du côté du Maroc, est constitué de plaines très fertiles. Les colons français en ont chassé les propriétaires, les paysans algériens, et les ont remplacés par de la main-d'œuvre saisonnière venue du nord du Maroc. Une partie de ces travailleurs saisonniers ont utilisé l'Algérie comme tremplin pour aller vers l'Europe continentale. Il s'agit là de la première vague d'immigration marocaine. Nous sommes à la fin du 19^e siècle.

La seconde vague d'immigration marocaine a eu lieu durant la première guerre mondiale, lorsque la France remplace ses hommes envoyés à la guerre par des travailleurs marocains et la troisième vague remonte à la reconstruction de la France après sa destruction pendant la deuxième Guerre mondiale.

Les Marocains étaient embauchés principalement dans le secteur minier, notamment dans le nord de la France. Une partie d'entre eux a débordé sur le sud de la Belgique, dans la région de Mons et Charleroi, bien avant les vagues d'immigration des années 60. Mais ils étaient toujours considérés comme des travailleurs immigrés en France et travaillant en Belgique. A cette époque, l'immigration était masculine : les migrants laissaient leurs familles sur place et retournaient au pays une fois par an ou tous les deux ans, selon leurs moyens.

Au début des années 60, on assiste à une nouvelle vague qui touche cette fois-ci toute l'Europe : la France, la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne et plus tard l'Angleterre et l'Italie.

QUELLES SONT LES CAUSES DE CETTE VAGUE DES ANNÉES 60?

Les Marocains n'ont jamais posé les armes matérielles, politiques et syndicales pour lutter contre l'occupation française. Lors de leur accession à l'indépendance en 1956, ils ont eu l'espoir de voir les richesses du pays retourner au peuple. Mais le palais et le "néo-colonialisme" français se sont alliés pour garder les richesses naturelles et industrielles. Le peuple, trahi dans ses espoirs, a lancé un mouvement de révolte dans les villes et les campagnes. Les paysans revendiquaient le retour des terres spoliées et les citadins réclamaient du travail et des écoles. Ce mouvement d'opposition a été largement réprimé, de 1958 à 1965, par l'appareil militaire, policier et administratif de l'état soutenu directement par la France néo-colonisatrice.

En juillet 1963, 5000 militants et militantes sont tombés entre les mains de la police. Lors de la révolte de Casablanca en mars 1965, 5000 per-

*Une histoire
vieille
de 40 ans*

sonnes ont été abattues. De nombreux militants ont été assassinés comme Mehdi BEN BARKA qui s'est réfugié à Paris mais y a été enlevé puis liquidé. Je faisais moi-même partie de ces opposants puisque j'étais militant au sein de l'Union Nationale des Forces Populaires. Il s'agissait d'une grande organisation regroupant les forces vives de la nation : ouvriers, paysans résistants, anciens de l'armée de libération, et surtout le syndicat étudiant (l'Union Nationale des Etudiants du Maroc).

Ce sont ces paysans, citadins, ouvriers, militants, déçus, spoliés et opprimés qui ont constitué la vague d'immigration des années 60. La Belgique, en pénurie de main-d'œuvre, en a accueilli par dizaines de milliers sur ses terres en un laps de temps très court.

COMMENT CES MIGRANTS ONT-ILS ÉTÉ ACCUEILLIS?

Les Marocains ne connaissaient rien de la Belgique, si ce n'est qu'il s'agissait d'un pays pour moitié francophone et pour moitié néerlandophone, que les Belges étaient des gens polis et gentils, "pas comme les Français", et qu'ils avaient la réputation d'avoir le meilleur cristal et le meilleur sucre au monde (nous appelions le pain de sucre de Charleroi "Grana" comme la grenouille parce qu'il portait la marque de la grenouille).

Seuls quelques initiés parmi les Marocains savaient que la Belgique était présente depuis la fin du 19^e siècle dans tous les coups de la colonisation - à la conférence de Madrid en 1880, à Berlin en 1884, à la conférence d'Algises en 1906 - pour garder sa colonie, le Congo, loin de toute velléité de la France, de l'Allemagne ou d'autres puissances.

De leur côté, les Belges ne connaissaient rien aux Marocains non plus. Le manque total d'accueil était la caractéristique la plus frappante de l'immigration marocaine en Belgique : le patronat avait appelé cette main-d'œuvre en masse, mais n'avait prévu aucune structure d'accueil. Lorsque l'on écrira l'histoire de l'immigration marocaine en Belgique les responsables (patronats et pouvoirs politiques) devront assumer ce fait.



Photo Marcel Vanhulst

Seules les personnes engagées pour travailler dans les mines ont été placées dans des foyers ou dans des endroits aménagés. Mais les autres ne trouvaient que la gare du Midi à leur arrivée. A cette époque, aux travailleurs qui voulaient venir en Belgique, on disait : "Va à la gare du Midi et débrouille-toi !". Ils se retrouvaient alors à la gare avec leurs vieilles valises et leurs cartons à regarder les passants en se disant : "Celui-là a l'air d'être Marocain ou Algérien. Si je lui dis un "Salam Aleïkoum" peut-être me donnera-t-il un renseignement pour trouver du travail, un logement et m'expliquera-t-il comment la vie est organisée ici?".

C'est donc ça le drame de l'immigration marocaine : les gens ne connaissaient à proprement parler rien d'autre que la gare du Midi. Lorsque l'on tournait le dos à la gare et que nous regardions vers le fond de la ville nous avions face à nous le boulevard Lemonnier qui donnait sur le grand bâtiment "Martini". A gauche, c'était le boulevard qui longe le canal et à droite nous ne regardions pas dans cette direction. Les gens arpentaient le boulevard dans l'espoir de trouver quelque chose et utilisaient la tour Martini comme repère afin de retrouver la gare sans se perdre.

Il y avait, bien entendu, tout un commerce intermédiaire mis en place par des immigrés malins qui profitaient du manque d'expérience et de connaissance de terrain des nouveaux venus. Ils vendaient alors

des renseignements : 1000 francs pour un endroit où trouver une adresse d'embauche, 2000 francs pour être accompagné, 500 francs pour un logement, 1000 francs pour être conduit chez le propriétaire....

C'est pourquoi, les premières actions des militants marocains consistaient à aider les ouvriers à lire une adresse, trouver un lieu d'embauche, à aider ces gens qui, pour la grande majorité, venaient de la campagne et n'avaient jamais été à l'école.

Certains de ces militants marocains étaient installés en Belgique bien avant la vague des années 60. Il s'agissait principalement d'étudiants qui s'étaient regroupés au sein d'une section syndicale : l'Union Nationale des Etudiants du Maroc. Le syndicat étudiant était la seule structure d'accueil à l'époque. Malheureusement, elle était à l'ULB et non pas à la gare du Midi ! Il a fallu l'arrivée des militants pour nouer le lien entre les étudiants et la gare du Midi. Parmi les militants, il y avait des étudiants expulsés de leur lycée dont Abderhaman CHERRADI, des enfants de paysans qui se sont révoltés comme Mohamed EL YAHYAOUI, etc. Il y avait donc des militants de différentes origines mais tous liés par leur déception et leur volonté de récupérer les droits spoliés du peuple marocain.

Chaque militant peut raconter son propre itinéraire qui apportera des éléments complémentaires afin de comprendre cette histoire. Nous devrions prendre le temps d'écouter nos itinéraires propres. Je vais vous parler de mon parcours et j'espère que d'autres militants prendront cette initiative.

MON PARCOURS

Je suis arrivé en Belgique à l'automne 1966, après un long itinéraire militant au sein de cette Union Nationale de la Force Populaire. J'ai échappé au coup de filet de juillet 63 et je me suis retrouvé en France où le parti m'a chargé de m'occuper des ouvriers immigrés dans la région parisienne. Mon premier contact avec les ouvriers s'est donc fait à Nanterre et à Jeunevilliers où les immigrés vivaient dans de véritables bidonvilles. Mais je me suis senti menacé par la milice marocaine, très active en France, et je suis parti pour l'Algérie. Deux ans après, j'étais en Belgique.

Beaucoup de militants belges m'ont demandé : "En arrivant ici, quel était votre plan?".

Pour être franc, je dirais que je n'avais pas de plan parce que j'avais accumulé tant de déceptions que je ne nous croyais pas encore capable de répondre aux souhaits du peuple. Au cours de mon séjour algérien, j'ai eu l'occasion de côtoyer des Vietnamiens, des Chinois, des Cubains, qui menaient tous le combat avec une aisance et une capacité de vision plus large que la nôtre. Cela m'a permis de comprendre ce qui nous manquait pour atteindre nos objectifs : ce n'était pas le courage physique ou moral, car le peuple marocain est capable de mener le combat jusqu'au bout. Mais il nous manquait de l'expérience : pas seulement le savoir faire politique, mais le savoir tout court ! C'est pourquoi je suis venu en Belgique avec un projet très modeste: travailler, apprendre le français et élargir mes horizons. Mais en entrant en contact avec d'autres éléments de l'opposition marocaine je me suis senti le devoir d'aider ces ouvriers qui débarquaient à la gare du Midi et qui étaient sans ressources.

La première des choses que nous avons faite, c'est de leur indiquer la permanence du syndicat de la FGTB, au 43 rue de Suède, où ils trouveraient une adresse et quelqu'un pour leur lire ou leur écrire une lettre.

C'est de cette façon que les militants marocains sont entrés à la FGTB : pour aider à accueillir les immigrés.

C'est dans ce cadre qu'est née l'idée de créer des cours d'alphabétisation. Il était primordial que les immigrés apprennent à lire et à écrire pour devenir autonomes. C'est Annie CROLOP et ses amis qui ont lancé, en premier lieu, un cours de français.

De mon côté je faisais partie, avec mes amis CHERRADI et le Docteur HAJJI, de la coordination des militants marocains.

Nous avons décidé de créer un cours d'arabe afin de permettre aux gens de correspondre. C'était, quelque part, une sorte de prétexte, une pédagogie par le but, pour pouvoir toucher les gens qui n'étaient jamais allés à l'école et ne savaient pas ce qu'était l'alphabet. Pendant 6 mois, nous avons donc enseigné aux

Migration marocaine en Belgique

ouvriers comment écrire une lettre à leur famille, des lettres de style télégraphique ne contenant que l'essentiel "Je suis bien – Passe bonjour à tout le monde – Mandat arrivera bientôt". Celui qui parvenait rapidement à écrire deux ou trois mots ayant un sens était beaucoup plus enthousiaste et se sentait capable d'apprendre.

Il y avait, à côté des débutants, une autre catégorie d'apprenants plus problématique : ceux qui avaient fréquenté l'école coranique ou française, sans toutefois dépasser le niveau de primaire et avaient fini par tout oublier. Je pense que cela reste encore une question préoccupante aujourd'hui : comment enseigner à celui qui a commencé son apprentissage il y a 20 ou 25 ans et veut reprendre ses études?

Je vais vous donner un exemple, qui fait rire mais qui rend hommage à ces ouvriers.

A côté de la langue française et de la langue arabe nous enseignions aussi le calcul.

Ce cours devait permettre aux ouvriers de passer un test, devenir technicien et augmenter de grade. Lors d'un de ces cours, je pose à un ouvrier la question suivante :

- "36 mois font combien d'années?"

L'ouvrier me répond :

- "2 ans et 10 mois !"

Je lui demande étonné :

- "Comment 10 mois?"

Et il me répond :

- "Tu n'es pas au courant qu'ici en Belgique, l'année compte 13 mois !"

Nous avons également organisé un cours d'arabe pour ceux qui savent lire et écrire parfaitement. A priori ceux-là savent régler leurs problèmes et ceux des autres par eux-mêmes. Mais j'étais malgré tout un défenseur de ce cours d'arabe parce que c'était une bonne occasion de prendre du recul pour pouvoir discuter de culture arabe et occidentale. Lorsque je suis arrivé ici, je ne connaissais pas le français et je ne connaissais l'occident que via de mauvaises traductions de la littérature occidentale. C'est pourquoi j'ai cherché, à la Bibliothèque royale, des ouvrages qui relataient les voyages d'ambassadeurs

arabes en occident au 19^e siècle. Certains d'entre eux louaient les progrès de l'Europe, d'autres s'en sont méfiés..., d'autres encore qui appréciaient l'Europe n'ont pas osé en parler dans leur pays d'origine, de peur de perdre leurs privilèges.

J'ai décidé de partager avec ces gens qui savent parfaitement lire et écrire, ce que j'ai lu sur ces Arabes qui ont visité l'Europe afin que nous puissions, à notre tour, discuter de l'Europe et du choc culturel entre Orient et Occident. Nous avons donc travaillé sur ces textes écrits en bon arabe, nous avons fait des analyses grammaticales mais nous avons également discuté du fond. Nous avons essayé de comprendre ensemble ce qu'est l'Occident, comment en est-il arrivé là? Cela a donné de bons résultats. Les étudiants me disaient : c'est l'industrie, c'est l'artisanat, le commerce, l'agriculture qui ont fait progresser l'Occident. Un jour, un ouvrier bien éveillé, m'a résumé la raison du problème de l'Europe : "Ce n'est pas le commerce, ni l'agriculture mais la science de l'agriculture ! La science du commerce !". Ça a l'air de peu de choses, mais ce genre de discussion, c'est primordial pour l'éveil des gens.

A côté de ces cours pour les immigrés, il faut parler de la création des cours de langue et de culture arabes. Nous avons lancé ces cours parce que nous voulions pouvoir donner quelque chose en échange aux enseignants. Nous avons commencé avec 5 inscrits mais nous sommes rapidement passés à 35 et parmi eux on comptait des militants syndicaux, des enseignants, des médecins et des ingénieurs. C'est avec ce groupe qui a voulu combler ses lacunes et comprendre ce qu'est le Maroc, que nous avons vécu les meilleures années de lutte contre la répression.

MB



J'aimerais, dans cet exposé, creuser la question des valeurs qui ont animé notre groupe d'enseignants au sein de la FGTB à l'époque et qui, dans une certaine mesure, nous anime toujours actuellement.

Il faut d'abord rappeler que le contexte socio-économique de l'époque était très différent du contexte actuel puisque c'était le plein emploi. Les personnes qui suivaient nos cours n'étaient pas des chômeurs. Nous avions tous un emploi, aussi bien dans notre groupe d'enseignants (sauf certains d'entre-nous qui étaient étudiants) que dans le groupe des apprenants ouvriers : ils étaient maçons, épiciers, tourneurs,...

Le bénévolat était donc pour nous quelque chose d'évident. Actuellement on pourrait se demander comment nous avons pu, pendant 13 ans, donner ces cours trois fois par semaine après notre journée de travail (sans compter les nombreuses réunions et discussions). Comment comprendre cette période un peu folle, dont nous avons gardé un souvenir tout à fait extraordinaire. Car c'était une période de très grand enthousiasme au cours de laquelle nous avons appris énormément de choses.

Une des influences de notre mouvement est celle des "chrétiens révolutionnaires". En effet, la mouvance de mai 68 a fait des vagues dans différents domaines y compris celui de l'Eglise. C'est dans ce contexte qu'est né Vatican II et le mouvement de la théologie de la libération, qui a connu un succès énorme en Amérique latine. De nombreux prêtres marxistes se sont engagés. Ce mouvement a eu des répercussions en Europe avec les prêtres ouvriers. Nous avons beaucoup de contacts, au sein de la FGTB, avec des prêtres ouvriers qui étaient également militants syndicaux. Parmi notre groupe d'enseignants, il y avait ce que l'on appelait les "chrétiens révolutionnaires" ou chrétiens de gauche.

L'un d'eux, Angelo ENCISO, prêtre et représentant du parti communiste espagnol pour le Benelux, m'a parlé des travailleurs espagnols du club GARCIA

LORCA qui était alors encadré par des communistes. C'est avec ces travailleurs espagnols que nous avons démarré les premiers cours de français.

J'ai commencé ces cours de français avec une amie logopède, Claire MERGEAY, avec laquelle j'ai travaillé pendant un an. Ensuite nous avons élargi le groupe à d'autres enseignants et logopèdes. Cette collaboration a été extrêmement enrichissante d'un point de vue technique. Je me souviens que parmi nos tout premiers travailleurs marocains, il y avait des montagnards qui n'avaient jamais pris un stylo en main. Ils avaient l'habitude de tenir des objets lourds comme des pelles mais certainement pas de stylo. Une des logopèdes a eu l'idée d'utiliser l'éponge sur un tableau pour leur faire apprendre les mouvements de l'écriture. C'était vraiment un processus extraordinaire et très émouvant à voir.

Le groupe s'est également élargi en direction d'étudiants, et notamment le fameux groupe des agronomes de Gembloux dont Catherine STERCQ, Alain LEDUC, Michaël LATZ et bien d'autres faisaient partie. Ils avaient beaucoup d'énergie et une conscience politique très aiguë. En effet, nous étions tous des enfants, à des degrés divers, de "mai 68". Nous nous interrogeons sur la manière de lutter contre les injustices dans le monde. L'alphabétisation était pour nous une occasion extraordinaire de relier nos idéaux à une pratique bien concrète. C'est ainsi que notre équipe fut finalement élargie à une quinzaine de personnes.

Je voudrais aborder ce qui à l'époque constituait notre cadre et nos références philosophiques et politiques.

Notre maître à penser était Paulo FREIRE. C'était un grand pédagogue brésilien qui travaillait dans les bidonvilles. Il était fondamental pour lui de par-

tir de la situation tout à fait concrète de ces pauvres gens, de ces miséreux. Coller à la réalité était une exigence qui devait sans cesse être maintenue. Les cours devaient être basés sur des situations précises, des phrases, des mots qui avaient une signification pour les apprenants.

Cela allait donc de paire avec une critique des manuels scolaires traditionnels dans laquelle nous nous inscrivions à fond. Plusieurs d'entre nous faisaient d'ailleurs partie de ce que nous appelions le groupe "Hypothèses d'école".

Le philosophe marxiste ALTHUSSER, ainsi que le sociologue BOURDIEU étaient pour nous d'autres références importantes. Avec eux, nous partagions l'idée que l'école telle qu'elle existait ne faisait que reproduire les inégalités de la société, qu'elle était un appareil idéologique d'état. Si nous voulions combattre les inégalités dans la société, il fallait commencer par une critique aigüe de l'école, de ses manuels et de leur contenu.

Nous avons passé des heures à lire ces manuels, à les passer au crible pour trouver de nouveaux contenus.

Le cadre syndical ensuite était primordial parce que fort soutenant. C'était pour nous une manière d'aider les travailleurs à sortir de l'illettrisme mais aussi à nous regrouper et lutter ensemble.

Il faut signaler une autre évolution dans le groupe qui était celle de la fascination de certains d'entre nous pour la Chine maoïste. La révolution de MAO TSE-TOUNG nous parlait parce qu'il nous semblait qu'elle mettait le doigt sur le rôle de l'intellectuel. Celui-ci ne pouvait devenir révolutionnaire, que s'il parvenait à comprendre réellement la condition des paysans, des ouvriers, etc... Il y a donc eu toute une phase de politisation du groupe qui nous a menés à des réflexions qui dépassaient le cadre de la lutte contre l'illettrisme.

Nous passions beaucoup de temps à refaire le monde. Evidemment cela peut aujourd'hui nous faire sourire et sembler naïf. Il y avait effectivement une bonne dose de naïveté mais nous avons tout de même compris quelque chose de fondamental

et qui reste vrai : si l'on veut être "révolutionnaire" et attaquer le mal à la racine, il faut aller au fond des choses, c'est-à-dire aider les travailleurs à comprendre le monde, à le maîtriser et à s'organiser. Et il nous semblait que l'expérience chinoise avait des choses à nous apprendre dans ce domaine-là.

Toujours dans ce contexte de grand enthousiasme, de militantisme et d'esprit révolutionnaire, nous avions besoin de répondre. Nous en avons trouvé du côté de nos amis espagnols, marocains et turcs avec lesquels nous avons eu énormément d'échanges de vues sur leur culture. Nous avions besoin de connaître mieux les travailleurs auxquels nous nous adressions, connaître leur pays d'origine. Les rencontres que nous avons eues, notamment avec Mohamed EL BAROUDI, ont été d'une richesse extraordinaire et nous ont permis d'avancer dans notre travail.

Au niveau des références purement pédagogiques, nous nous inscrivions dans cette critique des manuels scolaires traditionnels. Nous avons donc bricolé une méthode qui nous convenait davantage. Les manuels existants étaient, à nos yeux, trop bourgeois dans le sens où ils reflétaient un mode de vie de la petite ou de la moyenne bourgeoisie qui intéressait fort peu nos travailleurs. Ils avaient même parfois des relents carrément colonialistes et paternalistes.

Pour les tout débutants, nous avons mis sur pied une méthode "structuro-globale". On partait d'une phrase signifiante pour eux dont on faisait varier chaque élément pour en créer de nouvelles. Pour les travailleurs plus avancés, nous avons élaboré des fiches sur les différents aspects de leur vie (l'usine, le syndicat, le logement, le transport) qui étaient chaque fois des points de départ pour une discussion et pour élaborer avec eux un texte.

Nous avons également mis sur pied, mais là nous quittons le domaine de l'alphabétisation, des cours de préparation à la formation syndicale. C'étaient, par exemple, des cours de prise de notes, de prise de parole. Ces cours s'adressaient donc à des travailleurs un peu plus avancés.

AC



La loyauté nous impose d'utiliser
nos corps comme passerelle pour ceux
qui viendront après nous.
Et Barondi. H
Armedes le 21.11. 2003



Le fil de l'enthousiasme
ne s'est pas rompu !
Super !
Annie



" Apprends tout - Tu dois diriger "
Merci et bravo
René

LES CAHIERS DU FIL ROUGE

COLLECTION

N°1 “Fil rouge. En quête de sens...”

A PARAÎTRE

n°2 “L’emploi des jeunes à Bruxelles”

n°3 “Cohésion sociale en questions”

n°4 “Cohésion sociale à Bruxelles :
textes légaux”

n°5 “Cohésion sociale :
actes du colloque du 8 mars 2006”

n°6 “Enjeux des TIC”

n°7 “Histoire de l’immigration à Bruxelles”

Avec le soutien de la
Commission communautaire française
– Programme Cohésion sociale,
de la Communauté française
– Service de l’Education permanente
et de l’ORBEM – Service ACS



CULTURE
ÉDUCATION PERMANENTE



OFFICE REGIONAL
BRUXELLOIS DE L'EMPLOI

AVEC L'AIMABLE
COLLABORATION DE
ANNIE CROLOP,
MOHAMED EL BAROUDI
ET RENÉ DE SCHUTTER

